

**Octobre
2025**



Dans ce numéro :

P1.Edito, FDD : trop, c'est trop !

P2.Csal du 06/10/2025

P3.FS du 10/10/2025

P4.CDAS
A vos agendas



**NE RESTEZ
PAS ISOLÉS !**

Un syndicat n'est rien
sans ses adhérents,
syndiquez-vous à la
CGT Finances
Publiques

L'Etincelle

ÉDITO

FDD : trop, c'est trop !

Le 1er octobre, la Direction a publié une note sur les frais de déplacement (FDD) qui, une fois de plus, bouleverse les pratiques sans concertation et complexifie le quotidien des agents.

Présentée comme une "mise en conformité", cette note n'est rien d'autre qu'une interprétation locale arbitraire : hiérarchie entre moyens de transport, justification à répétition, suspicion permanente.

Une politique du soupçon qui en dit long sur la confiance accordée aux agents.

La CGT Finances Publiques 91 dit stop.

Stop aux textes bricolés sans dialogue, stop aux contraintes ajoutées sans concertation, stop à la culpabilisation des agents qui se déplacent pour faire leur travail.

La direction aurait-elle trouvé un moyen supplémentaire pour nous faire les poches ?

Nous avons saisi un cabinet d'avocats spécialisé, dont nous attendons la confirmation juridique. Selon les conclusions, nous engagerons les actions nécessaires, y compris contentieuses si la note s'avère illégale.

En parallèle, nous lançons une pétition pour en exiger le retrait et la réécriture d'un cadre clair, équitable et respectueux du travail de tous les agents.

Cette action s'inscrit dans la continuité de notre combat au CSAL et à la Formation Spécialisée : dénoncer le passage en force, l'improvisation managériale et le mépris du terrain.

Que ce soit sur les réorganisations, les conditions de travail ou les frais de déplacement, la logique reste la même : décider d'en haut sans écouter ceux qui font vivre le service public.

La CGT Finances Publiques 91 continuera à agir, juridiquement, syndicalement et collectivement.

Parce que les agents de l'Essonne ne sont pas des fraudeurs, mais les piliers d'un service public qu'on doit enfin respecter, protéger et valoriser.



1. Comité Social d'Administration Locale du 06 octobre 2025

Déclaration liminaire au CSAL du 06/10/2025

Le 26 septembre, la CGT Finances Publiques 91 et l'intersyndicale ont quitté le CSAL pour refuser de servir de figurants dans un simulacre de dialogue social.

Deux projets de fusion majeurs – Massy et Juvisy – étaient inscrits sans dossier complet, sans vision RH ni analyse d'impact sur les agents.

Ce jour-là, le président s'était engagé à fournir un véritable dossier avant toute reprise des débats. Ce qui a suivi n'est qu'un bricolage : quelques plans, des comptes rendus internes, aucune vue d'ensemble, aucune anticipation des conséquences.

Et pendant qu'on prétend « consulter », les réorganisations avancent déjà sur le terrain.

À Massy, l'expérimentation a débuté le 1er août pour une mise en œuvre dès le 1er septembre, sans que les instances n'aient pu travailler loyalement sur le sujet.

C'est un déni pur et simple du dialogue social.

On nous ressort les mêmes arguments : dette publique, efforts indispensables, modernisation nécessaire.

Mais cette dette n'est pas une fatalité : elle résulte de décennies de cadeaux fiscaux, d'exonérations massives et de privatisations. Pendant que l'argent public file vers les plus puissants, on étrangle les services publics, on presse les agents, on dégrade l'accueil des usagers.

Assez d'hypocrisie !

Les agents des Finances Publiques ne paieront pas la facture des choix politiques qui détruisent le service public.

La CGT refuse d'être complice de réorganisations imposées, improvisées et socialement destructrices. Le 26 septembre, la CGT Finances Publiques 91 et l'intersyndicale ont quitté le CSAL pour refuser de servir de figurants dans un simulacre de dialogue social.

Deux projets de fusion majeurs – Massy et Juvisy – étaient inscrits sans dossier complet, sans vision RH ni analyse d'impact sur les agents.

Ce jour-là, le président s'était engagé à fournir un véritable dossier avant toute reprise des débats. Ce qui a suivi n'est qu'un bricolage : quelques plans, des comptes rendus internes, aucune vue d'ensemble, aucune anticipation des conséquences.

Et pendant qu'on prétend « consulter », les réorganisations avancent déjà sur le terrain.

À Massy, l'expérimentation a débuté le 1er août pour une mise en œuvre dès le 1er septembre, sans que les instances n'aient pu travailler loyalement sur le sujet.

C'est un déni pur et simple du dialogue social.

On nous ressort les mêmes arguments : dette publique, efforts indispensables, modernisation nécessaire.

Mais cette dette n'est pas une fatalité : elle résulte de décennies de cadeaux fiscaux, d'exonérations massives et de privatisations. Pendant que l'argent public file vers les plus puissants, on étrangle les services publics, on presse les agents, on dégrade l'accueil des usagers.

Assez d'hypocrisie !

Les agents des Finances Publiques ne paieront pas la facture des choix politiques qui détruisent le service public.

La CGT refuse d'être complice de réorganisations imposées, improvisées et socialement destructrices.

Le passage en force continue

Après le boycott du 26 septembre, la Direction pensait reconvoquer le CSAL et faire passer ses fusions comme si de rien n'était.

Mais la CGT Finances Publiques 91 a remis les pendules à l'heure : non, les agents ne sont pas des variables d'ajustement.

Entre fusions précipitées, souffrance au travail et pilotage à vue, ce CSAL a confirmé une politique d'austérité déguisée en « modernisation ».

Le Directeur persiste à invoquer la dette publique et à affirmer que la documentation transmise est suffisante, alors même qu'elle demeure incomplète et partielle.

Et il ose dire qu'il ne « passe pas en force » alors que les fusions sont déjà engagées sur le terrain sans validation ni concertation.

Massy et Juvisy : des fusions au rabais

À Massy, la fusion des deux secteurs d'assiette est effective depuis le 1er septembre, après une pseudo-expérimentation estivale :

- ↳ pertes d'effectifs,
- ↳ absence d'étude de charge,
- ↳ formation quasi inexistante,
- ↳ conditions matérielles ignorées.

À Juvisy, même logique : départs non remplacés, forte pression sur les primo-déclarants, désorganisation totale.

On déshabille Pierre pour habiller Paul. Ces fusions ne servent qu'une logique comptable : faire toujours plus avec moins, au mépris du travail réel et des agents.

Veille sociale : alerte rouge sur les conditions de travail

Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- +300 % d'absentéisme maladie dans certains services (PRS, SGC La Ferté-Alais),
- +10 % au CDIF et à Dourdan,
- explosion des jours stockés sur les CET,
- accidents de trajet en hausse,
- turn-over massif.

La Direction observe sans agir, comme si la souffrance des agents n'était qu'un indicateur de gestion. Aucun plan de prévention, aucune anticipation, aucune mesure concrète.

Le terrain, lui, parle : stationnement payant à Massy, open-spaces bruyants, matériel défaillant, refus oraux de télétravail...

Résultat : un environnement anxiogène, des équipes sous tension et une Direction sourde à la réalité.

Numérisation et IA : la dérive silencieuse

Les outils d'intelligence artificielle (OneVision, RSP, Medoc, datamining) continuent de se déployer sans aucune évaluation sociale.

L'émission Cash Investigation du 10 avril l'a montré : la DGFIP conditionne les financements IA à des suppressions d'emplois.

La technologie devient un levier de réduction des effectifs, pas d'amélioration du service.

Nos revendications CGT

Stop aux passages en force !

Un diagnostic de charge et un impact social avant toute réorganisation.

Des effectifs pérennes et formés.

De vraies conditions de travail : stationnement, sécurité, ergonomie.

Un accueil renforcé avec formation adaptée.

Un moratoire sur les outils IA/OneVision/RSP tant qu'aucune évaluation sociale n'est menée.

Une politique de prévention structurée contre la surcharge et l'absentéisme.

La CGT refuse de rester spectatrice d'une politique d'austérité qui broie les services et épuise les agents.

Nous continuerons à dénoncer les restructurations comptables, à exiger des moyens et un service public construit avec les personnels, pas contre eux.

2. FS – Formation Spécialisée du 10 octobre 2025

Le mal-être s'installe, la prévention recule

DUERP, PAP, télétravail : la Direction constate le mal-être, mais refuse d'agir.

La CGT Finances Publiques 91 exige des moyens, des effectifs et du respect.

Le DUERP et le PAP 2025 se contentent de constater les dégâts : surcharge chronique, désorganisation, agressivité du public, perte de sens.

Les arrêts maladie explosent, les tensions s'aggravent, les collectifs se délitent.

À Grigny, le risque du sol glissant est signalé depuis dix ans, toujours sans solution.

À Massy, les sols restent sales malgré le changement de prestataire.

À Corbeil, les problèmes de chauffage se répètent.

L'ISST a rappelé que l'eau chaude est obligatoire dans les sanitaires.

Depuis juin, 39 fiches de signalement ont été déposées.

Les conflits internes augmentent, les médiations sont imposées sans concertation.

Les exercices incendie sont mal réalisés, certaines prestations non assurées par les prestataires.

La position de la CGT Finances Publiques 91

Le mal-être n'est pas une fatalité individuelle mais une responsabilité collective.

La prévention, ce n'est pas des "guides managériaux", c'est du temps, des moyens et du respect.

La CGT exige :

- ✚ **des effectifs suffisants,**
- ✚ **un télétravail transparent et équitable,**
- ✚ **un RSST accessible à tous,**
- ✚ **un vrai dialogue sur la prévention.**

3. Comité Départemental de l'Action Sociale

Action sociale et santé au travail Ecouter, soutenir, améliorer le quotidien

Permanence psychologique : un indicateur du mal-être croissant

Les rendez-vous explosent : surcharge, injustices, harcèlement, perte de sens.

La CGT dénonce les causes structurelles : pression, sous-effectifs, désorganisation.

Restauration : toujours les mêmes attentes

À Corbeil : Refactory toujours bloqué.

À Massy : demandes de micro-ondes et matériel en attente.

À Étampes : un micro-onde promis pour fin d'année.

Manger dans de bonnes conditions n'est pas un luxe, c'est un droit.

Arbre de Noël 2025

Le 10 décembre à 14h30 aux Arènes Grand Paris Sud d'Évry avec le Cirque Phénix.

La CGT demande une journée complète d'autorisation d'absence.

Questions diverses

Vacances EPAF : colonies d'hiver du 4 au 10 novembre.

Mutuelle Alan : deux permanences en octobre.

Vaccination grippe : 3 novembre à Mazières.

Sorties culturelles : UNESCO, Stade de France, Conseil constitutionnel.

La position de la CGT

La santé au travail ne se limite pas à quelques dispositifs d'écoute.

Il faut une politique globale de prévention, de moyens et de respect.

4. À noter dans vos agendas

Protection sociale complémentaire

Mutuelle ALAN : adhésion ou changement d'option avant le 31 octobre 2025.

Prévoyance GMF : souscription jusqu'au 30 novembre 2025.

La CGT dénonce un dispositif imposé sans concertation et inadapté à la réalité des agents.



Pour accéder au site CGT Finances Publiques 91



Rejoignez-nous. Résister, c'est déjà reprendre la main. Ne restez pas isolés,

SYNDIQUEZ-VOUS à la CGT !

cgt.ddfip91@dgfip.finances.gouv.fr

Toutes les informations du syndicat sur notre site internet :

<http://www.financespubliques.cgt.fr/91/http://www.financespubliques.cgt.fr/>